monsieur Paul Vécès, conseiller, Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le mandat de la délégation soit d'exposer la position du Québec conformément à la décision du Conseil des ministres.

Le greffier du Conseil exécutif,

BENOÎT MORIN

11768

Gouvernement du Québec

Décret 974-89, 21 juin 1989

CONCERNANT un échange de terrains entre la ville de Trois-Rivières et le gouvernement fédéral

ATTENDU QUE le Conseil de la ville de Trois-Rivières a adopté le 17 avril 1989 la résolution 185-89 qui exprime l'intention de la ville de procéder avec le gouvernement fédéral à un échange de terrains situés sur l'île Saint-Christophe;

ATTENDU QUE la désignation cadastrale et la description technique des terrains en cause se trouvent dans ladite résolution, dont copie est annexée à la recommandation ministérielle;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), aucune municipalité ne peut négocier ou conclure une entente avec un gouvernement au Canada, un ministère ou un organisme de ce gouvernement;

ATTENDU QUE, par ailleurs, l'article 3.13 permet au gouvernement, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, d'exclure de l'application de cette loi une entente ou une catégorie d'ententes qu'il désigne;

ATTENDU QUE les aliénations d'immeubles par le gouvernement fédéral en faveur d'une corporation municipale ont été exclues de l'application de la loi par le décret 831-76 du 10 mars 1976;

ATTENDU QUE, d'autre part, le terrain cédé par la ville au gouvernement fédéral servira à une fin de compétence législative fédérale, à savoir la construction d'une école navale par le ministère de la Défense nationale;

ATTENDU QUE cet échange se fait sans soulte;

ATTENDU QUE la résolution du conseil municipal prévoit que le gouvernement fédéral devra rétrocéder à la ville de Trois-Rivières les terrains qu'elle lui a cédés si le ministère de la Défense nationale n'y construit pas une école navale d'ici le 31 décembre 1995;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser cette transaction;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Affaires municipales et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE la cession par la ville de Trois-Rivières en faveur du gouvernement fédéral de terrains dont la désignation cadastrale et la description technique se trouvent dans la résolution 185-89 adoptée le 17 avril 1989 par le Conseil de la ville de Trois-Rivières, copie de ladite résolution étant annexée à la recommandation ministérielle, soit exclue de l'application de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

Le greffier du Conseil exécutif,

BENOÎT MORIN

11776

Gouvernement du Québec

Décret 975-89, 21 juin 1989

CONCERNANT le regroupement des villes de Lévis et de Lauzon

ATTENDU QUE chacun des conseils municipaux des villes de Lévis et de Lauzon a adopté un règlement autorisant la présentation d'une demande commune au gouvernement le priant de constituer la municipalité locale issue du regroupement des deux villes en vertu de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (1988, c. 19);

ATTENDU QU'un exemplaire de la demande commune a été transmis au ministre des Affaires municipales;

ATTENDU QUE des oppositions ont été transmises au ministre des Affaires municipales et que ce dernier n'a pas jugé opportun, dans les circonstances, de demander à la Commission municipale du Québec de tenir une audience publique ou d'ordonner la consultation des personnes habiles à voter de chacune des villes demandereses;

ATTENDU QU'il y a lieu, en vertu de l'article 108 de la loi ci-dessus mentionnée, de donner suite à la demande commune;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Affaires municipales:

De faire droit à la demande et de constituer une municipalité locale issue du regroupement des villes de Lévis et de Lauzon, aux conditions suivantes:

1. Le nom de la nouvelle ville est « Ville de Lévis-Lauzon ».
2. La description du territoire de la nouvelle municipalité est celle qui a été rédigée par le ministre de l'Énergie et des Ressources le 5 mai 1989; cette description apparaît comme annexe au présent décret.
3. La nouvelle ville est régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), sous réserve des conditions du regroupement, telles qu'énoncées dans la demande.
4. Un conseil provisoire sera en poste jusqu'à la première élection générale. Il sera composé de tous les membres des deux conseils existant au moment du regroupement. Le quorum sera de huit membres. Les deux maires actuels alterneront comme maire et maire suppléant du conseil provisoire pour deux périodes égales. Le maire de l'ancienne ville de Lévis assumera le rôle de maire pour la première période et le maire de l'ancienne ville de Lauzon agira comme maire suppléant, pour cette période. Le maire de l'ancienne ville de Lauzon assumera le rôle de maire pour la deuxième période et le maire de l'ancienne ville de Lévis agira comme maire suppléant pour cette période.
5. Pour les fins de l'article 193 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), le maire de l'ancienne ville de Lauzon est réputé être le maire de la nouvelle ville durant toute la période au cours de laquelle agit le conseil provisoire. Le présent alinéa s'applique sous réserve de l'article 196 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.
6. La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur du regroupement; elle aura lieu à 20 h 00, à l'hôtel de ville de Lévis sans autre avis de convocation.
7. La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1990 et la deuxième élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1994.

7. À compter de la première élection générale et jusqu'à ce que le conseil en décide autrement conformément à la loi, le conseil de la nouvelle ville sera composé de onze membres, soit un maire et dix conseillers.

8. Pour la première élection générale, le conseil provisoire procédera à la division du territoire de la nouvelle ville en districts électoraux conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., c. E-2.2). Il adoptera, par résolution, un projet de règlement divisant le territoire de la nouvelle ville en dix districts électoraux, dans le mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret et ce règlement devra être mis en vigueur dans les cinq mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret.

9. La greffière de l'ancienne ville de Lévis agira comme greffière de la nouvelle ville, jusqu'à ce que le conseil, formé des personnes élues lors de la première élection générale, nomme quelqu'un pour occuper ce poste.

10. Le surplus ou le déficit accumulé par une ancienne ville, au moment du regroupement, restera au bénéfice ou à la charge des contribuables de cette ancienne ville. Cependant, le surplus accumulé de l'ancienne ville de Lauzon, le cas échéant, sera affecté, jusqu'à concurrence d'une somme de 818 000 \$, au fonds général de la nouvelle ville, au bénéfice de tous les contribuables de celle-ci.

11. Une taxe foncière décroissante sera imposée sur tous les biens-fonds imposables de l'ancienne ville de Lauzon suivant leur valeur ou, le cas échéant, suivant la valeur ajustée visée par l'article 253.30 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) de la façon suivante:

— pour l'exercice financier de 1990, une taxe à un taux de 0,29 \$ du 100 \$ d'évaluation;

— pour l'exercice financier de 1991, une taxe à un taux de 0,23 \$ du 100 \$ d'évaluation;

— pour l'exercice financier de 1992, une taxe à un taux de 0,17 \$ du 100 \$ d'évaluation;

— pour l'exercice financier de 1993, une taxe à un taux de 0,11 \$ du 100 \$ d'évaluation;

— pour l'exercice financier de 1994, une taxe à un taux de 0,06 \$ du 100 \$ d'évaluation;

12. Les fonds de roulement des anciennes villes constituent le fonds de roulement de la nouvelle ville. Tout règlement d'emprunt adopté par l'une ou l'autre des anciennes villes pour la création d'un fonds de roulement dévient, pour le reste de la durée de cet emprunt, à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle ville.

13. Tout règlement d'emprunt de l'une ou l'autre des villes concernant une matière visée par la Loi sur les fonds industriels, remplacée par la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., c. I-0.1), dévient, pour le reste de la durée de cet emprunt, à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle ville.

14. Tous les règlements d'emprunt de l'une ou l'autre des anciennes villes à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de chacune de celles-ci deviennent à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle ville. Cependant, les taxes d'améliorations locales imposées en vertu des règlements d'emprunt restent les mêmes dans les différents secteurs de chacune des deux anciennes villes après le regroupement.

15. Les cours municipales de l'ancienne ville de Lévis et de l'ancienne ville de Lauzon deviennent la Cour municipale de la nouvelle ville.

16. Les fonctionnaires et employés des villes demanderesse deviennent, sans réduction de traitement, des fonctionnaires et employés de la nouvelle ville et conservent leur ancienneté et leurs avantages sociaux.

Ils ne peuvent être mis à pied ou licenciés du seul fait du regroupement.

17. Il est constitué un office municipal d'habitation, sous le nom d'Office municipal d'habitation de Lévis-Lauzon. Cet office municipal succède aux Offices municipaux d'habitation de Lévis et de Lauzon, lesquels sont éteints. Les troisième et quatrième alinéas de l'article 58 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) s'appliquent à l'Office municipal d'habitation de la ville de Lévis-Lauzon, comme s'il était constitué par lettres patentes, en vertu de l'article 57 de cette loi.

Les membres de l'Office sont les membres des anciens Offices d'habitation des villes de Lévis et de Lauzon au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

18. Un inventaire de tous les documents (règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation, photographies, permis de construire, cartes, plans, rapports ou autres) produits ou reçus par les anciennes villes sera fait sous la direction du greffier dans les six mois qui suivront la publication du présent décret.

19. La nouvelle ville succède aux droits, obligations et charges des anciennes villes; elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance, au lieu et place des anciennes villes. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des villes demanderesse demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés.

20. La nouvelle ville de Lévis-Lauzon sera située sur le territoire de la municipalité régionale de comté de Desjardins.

21. Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1989.

Le greffier du Conseil exécutif,

BENOÎT MORIN

Description officielle des limites du territoire de la ville de Lévis-Lauzon, dans la municipalité régionale de comté de Desjardins.

Le territoire actuel des villes de Lauzon et de Lévis, dans la municipalité régionale de comté de Desjardins, comprenant en référence aux cadastres de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, de la paroisse de Saint-David-de-L'Auberivière, de la paroisse de Saint-Joseph, du village de Bienville, du village de Lauzon, du village de Lauzon (partie est), de la ville de Lévis (quartier de Lauzon), de la ville de Lévis (quartier Notre-Dame) et de la ville de Lévis (quartier Saint-Laurent) les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, rues, autoroute, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du sommet de l'angle nord du lot 1-5 du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en référence au cadastre de ladite paroisse, la ligne nord-est des lots 1-5, 1-4 et 1-1; la ligne brisée limitant au sud-est les lots 1-1, 2-1, 3-2, 4-1, 5, 8-1, 9-1, 10-1,

10-2, 11-1, 12-1, 13-1, 15-1 et 16-1 jusqu'à la ligne sud-ouest dudit lot 16-1; partie de ladite ligne sud-ouest en allant vers le nord-ouest jusqu'au côté sud de l'emprise de l'autoroute numéro 20; le côté sud de ladite emprise en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 18-A-1; partie de ladite ligne nord-est en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est dudit lot; la ligne brisée limitant au sud-est les lots 18-A-1, 18-1, 19-1, 19-A-1, 19-B-1, 19-C-1, 19-D et 22; la ligne brisée limitant au sud les lots 23, 26-1, 30, 29-1, 34-1, 33-1, 35-12, 36-17 et 40-1; la ligne brisée limitant au sud-est les lots 41-1, 45-1, 46-1, 47-1, 48-1, 49-1, 498, 52-9, 52-8, 62, 63-6, 66-7, 66-14, 71-A et 75-11; la ligne brisée limitant au sud les lots 76-653, 82-301, 495-1, 86-7, 88-430, 496-1, 93-12, 95-586, 110-889 et 114-540; partie de la ligne sud-ouest dudit lot 114-540 jusqu'à la ligne sud du lot 202-517 du cadastre du village de Lauzon (partie est); en référence au cadastre dudit village, la ligne brisée limitant au sud les lots 202-517, 163-64, 162-72, 161-1, 160-F, 144-631, 204-817 et 204-816; la ligne brisée limitant au sud-ouest le lot 204-816; la ligne sud-est du lot 205-106; partie de la ligne nord-est du lot 206-225 en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud dudit lot 206-225; la ligne sud et partie de la ligne sud-ouest du lot 206-225 jusqu'à la ligne sud-est du lot 159-39 du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph; en référence au cadastre de ladite paroisse, la ligne sud-est des lots 159-39 à 159-47; dans les lots 159 et 158, le prolongement de la ligne nord-ouest des lots 159-39 à 159-47 jusqu'à la ligne nord-est du lot 158-40; partie de ladite ligne nord-est et la ligne nord-est des lots 158-28, 158-41, 158-42 et 158-43; la ligne nord des lots 158-1, 158-2, 158-7 et 158-14; la ligne ouest dudit lot 158-14; partie du côté nord de l'emprise du chemin des Forts dans une direction ouest jusqu'à la ligne est du lot 158-15; ladite ligne est; la ligne nord des lots 158-15 et 158-16; la ligne ouest dudit lot 158-16; partie du côté nord de l'emprise du chemin des Forts dans une direction ouest jusqu'à la ligne est du lot 158-20; les lignes est et nord-est dudit lot 158-20; la ligne nord-ouest des lots 158-20 et 158-18; partie de la ligne séparative des lots 157 et 158 en allant vers le nord-ouest sur une distance de huit mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (8,84 m, soit 29,0 pi); dans le lot 157, une ligne droite suivant un azimut de 224°50'50" et mesurant vingt-sept mètres et quarante-trois centièmes (27,43 m, soit 90,0 pi), une ligne droite suivant un azimut de 134°50'50" et mesurant vingt mètres et soixante-treize centièmes (20,73 m, soit 68,0 pi) et une ligne droite suivant un azimut de 161°47'25" et mesurant sept mètres et dix centièmes (7,10 m, soit 23,3 pi), soit jusqu'au côté nord de l'emprise du chemin des Forts; le côté nord de l'emprise dudit chemin dans une direction ouest sur une distance de quinze mètres et vingt-quatre centièmes (15,24 m, soit 50,0 pi); dans le lot 157, une ligne droite suivant un azimut de 341°47'25" et mesurant deux mètres et soixante-huit centièmes (2,68 m, soit 8,8 pi), une ligne droite suivant un azimut de 314°55'29" et mesurant quatre-vingt-dix mètres et soixante-quatorze centièmes (90,74 m, soit 297,7 pi) et une ligne droite suivant un azimut de 315°04'45" et mesurant cinq mètres et cinquante-huit centièmes (5,58 m, soit 18,3 pi), soit jusqu'à la ligne sud-est du lot 1118-3 du cadastre du village de Lauzon; en référence au cadastre dudit village, partie de ladite ligne sud-est et la ligne sud-est du lot 1116-A; partie de la ligne sud-ouest du lot 1116-A jusqu'à la ligne sud-est des lots 1170, 1115 et 1112-3; ladite ligne sud-est; la ligne brisée limitant au sud-est les lots 1111-3, 1111-4, 1110-4, 1108, 1107, 1106, 1104-3, 1103 et 1102; en référence au cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, la ligne nord-est et partie de la ligne sud-est du lot 622 jusqu'à la ligne nord-est du lot 94-3; la ligne

nord-est des lots 94-3, 94-8, 94-7, 94-6 et 94-4; partie des lignes nord-ouest et nord-est du lot 191-1 jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise de l'autoroute numéro 20; le côté nord-ouest de l'emprise de ladite autoroute dans une direction sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 99-12; partie de ladite ligne nord-est et la ligne nord-est des lots 100-B-2 et 100-B-1; la ligne brisée limitant au sud-est les lots 100-B-1, 100-A-1, 101-1, 102-1, 103-1, 104-1, 105-1, 106-1, 107-1, 108-A, 110-A, 112-A, 113-2, 114-2, 115-2, 116-1-2, 116-2, 50-68, 118-9, 118-46, 118-10 et 624; la ligne est des lots 119-52, 119-49, 119-48 et 121-1; la ligne sud-est des lots 121-1, 121-2, 121-3, 122-2 et 123-2 jusqu'à la ligne nord-est du lot 123-1; partie de ladite ligne nord-est et la ligne sud-est du lot 123-1; la ligne brisée limitant à l'est les lots 124-16, 125-1, 126-1, 127-1, 128-1, 129-1, 130-1, 131-1, 132-2, 133-1, 133-2, 134-1, 134-2 et 135-1; la ligne sud-ouest des lots 135-1, 135-2, 626 et 135-4; partie de la ligne nord-ouest du lot 135-4 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 135-A-1; la ligne sud-ouest des lots 135-A-1 et 135-A-2; la ligne brisée limitant au nord-ouest les lots 135-A-2, 134-6, 626, 133-6, 133-5, 132-6, 131-4, 130-5, 130-4, 129-5, 128-6, 127-5 et 126-5; partie de la ligne nord-ouest du lot 125-8 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 64-103; la ligne sud-ouest des lots 64-103 en rétrogradant à 64-76, 64-3-3, 64-2-3, 64-202 en rétrogradant à 64-189, 64-9, 64-37 en rétrogradant à 64-31, 64-58, 64-8, 64-71, 64-67, 64-7, 64-66 et 64-1; en référence au cadastre de la paroisse de Saint-David-de-L'Auberivière, la ligne sud-est du lot 2; la ligne est des lots 8, 16, 20, 27, 31 et 35-1; la ligne brisée limitant au sud-ouest le lot 35-1 en allant vers le nord-ouest jusqu'au côté sud-est de l'emprise de la rue Saint-Georges; le côté sud-est de l'emprise de ladite rue dans une direction nord-est jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 391 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire; ledit prolongement et la ligne sud-ouest des lots 391, 389-25, 389-14-2, 389-14-1, 389-13, 389-12, 389-11, 389-20 et 389-19 dudit cadastre, soit jusqu'à la cime du cap; dans une direction générale sud-ouest, la cime du cap jusqu'à la ligne nord-est du lot 352 du cadastre de la ville de Lévis (quartier Saint-Laurent); en référence audit cadastre, la ligne nord-est dudit lot en allant vers le sud-est jusqu'à la cime du cap; la cime du cap dans une direction générale sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 434; partie de ladite ligne nord-est en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 434-2; les lignes nord-ouest, nord-est et nord-ouest dudit lot 434-2 en allant vers le sud-ouest, le nord-ouest et le sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 448-1; les lignes nord-ouest, sud-ouest et sud-est dudit lot 448-1; la ligne sud-est du lot 434-2; partie de la ligne nord-est et la ligne sud-est du lot 434; les lignes sud-est et sud-ouest du lot 448; les côtés est, nord et nord-ouest de l'emprise de la côte Saint-David jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 458; ledit prolongement et ladite ligne nord-est; la ligne sud-est des lots 458 et 459; partie de la ligne sud-est du lot 463 jusqu'à la ligne nord-est du lot 464; partie de ladite ligne nord-est jusqu'à la cime du cap; la cime du cap dans une direction générale sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 520; les lignes nord-est, est, sud-est et sud-ouest dudit lot 520; la cime du cap dans une direction générale sud-ouest jusqu'à la ligne est du lot 604-1; la ligne est des lots 604-1 et 605; la ligne irrégulière limitant au sud-est ledit lot 605; la ligne nord-est des lots 613 et 614; la ligne sud-est des lots 614, 698 et 615; partie de la ligne nord-est des lots 651-D-1 et 651-D en allant vers le sud-est jusqu'au côté nord de l'emprise de la route numéro 132; le côté nord de l'emprise de ladite route dans une direction ouest jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 652; partie de ladite ligne sud-ouest en allant vers le nord-ouest jusqu'au côté sud de

l'emprise de la rue Gravel; les côtés sud et sud-est de l'emprise de ladite rue dans des directions ouest et sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 641-1; ledit prolongement et la ligne sud-ouest des lot 641-1 et 641-3; les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 633; le prolongement et la première ligne nord-ouest du lot 632 en allant vers le nord-est et la ligne sud-ouest des lots 632, 629, 628 et 627, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours et la ligne passant à mi-distance entre la face extérieure des quais du bassin Louise et la rive sud-est du fleuve jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cadastres des villages de Bienville et de Lauzon; partie de ladite ligne séparative de cadastres en allant vers le sud-est jusqu'à la courbe bathymétrique de douze mètres et dix-neuf centièmes (12,19 m, soit 40 pi) déterminée à partir du niveau de la marée basse; ladite courbe bathymétrique dans des directions générales nord-est et est jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 1-5 du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph; enfin, ledit prolongement en allant vers le sud-est jusqu'au point de départ; lesquelles limites définissent le territoire de la ville de Lévis-Lauzon.

Ministère de l'Énergie et des Ressources
Service de l'arpentage
Québec, le 5 mai 1989

Préparée par: Gilles Cloutier, *arpenteur-géomètre*
11776

Gouvernement du Québec

Décret 976-89, 21 juin 1989

CONCERNANT l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac sur le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Placide

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Affaires municipales:

QUE le règlement numéro 1-88 de la municipalité de la paroisse de Saint-Placide ainsi que le règlement numéro 355 de la ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac soient approuvés en vertu de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72) et qu'une proclamation soit émise décrétant qu'à compter du trente et unième jour après la publication de cette proclamation, le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Placide soit soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac comme si ces deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

Le greffier du Conseil exécutif,
BENOÎT MORIN

11776

Gouvernement du Québec

Décret 977-89, 21 juin 1989

CONCERNANT le renouvellement du mandat de monsieur Armand Trottier comme membre additionnel à la Commission municipale du Québec

ATTENDU QUE monsieur Armand Trottier a été nommé membre additionnel à la Commission municipale du Québec, pour un mandat se terminant le 30 juin 1989, par le décret 1925-88 du 21 décembre 1988;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5.1 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., c. C-35), le gouvernement peut, après consultation de la Commission, lorsqu'il juge que l'expédition de ses affaires l'exige, nommer tout membre additionnel pour le temps qu'il détermine et fixer alors son traitement et, s'il y a lieu, son traitement additionnel, ses honoraires ou ses allocations;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer de nouveau monsieur Armand Trottier membre additionnel à la Commission municipale du Québec pour un mandat se terminant le 30 novembre 1989;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Affaires municipales:

QUE monsieur Armand Trottier soit nommé de nouveau membre additionnel à la Commission municipale du Québec, pour un mandat se terminant le 30 novembre 1989, et qu'il continue d'être régi par les conditions d'emploi annexées au décret 1925-88 du 21 décembre 1988, en y faisant les adaptations nécessaires;

QUE le présent décret prenne effet le 1^{er} juillet 1989.

Le greffier du Conseil exécutif,

BENOÎT MORIN

11776

Gouvernement du Québec

Décret 978-89, 21 juin 1989

CONCERNANT le renouvellement du mandat de monsieur Raymond Lecours comme membre au Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Affaires municipales:

QU'en vertu des articles 87 et 94 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1), monsieur Raymond Lecours soit nommé de nouveau membre à temps plein au Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec, pour un mandat de cinq ans à compter des présentes, aux conditions annexées.

Le greffier du Conseil exécutif,

BENOÎT MORIN

Conditions d'emploi de monsieur Raymond Lecours comme membre au Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de la nomination faite en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1)

1. OBJET

Le Gouvernement du Québec nomme monsieur Raymond Lecours, qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme membre au Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec, ci-après appelé le Bureau.

Sous l'autorité du président et en conformité avec les lois et les règlements du Bureau, monsieur Lecours exerce tout mandat que lui confie le Bureau.

Monsieur Lecours remplit ses fonctions à la section de Montréal du Bureau.

2. DURÉE

Le présent engagement commence le 21 juin 1989 pour se terminer le 20 juin 1994, sous réserve des dispositions de l'article 5.